

Cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 226 - VENDREDI 5 SEPTEMBRE 2014

PÂQUERETTE RASSURÉE

Dimanche 31 août, entre Tours et Blois.
Sur l'A10, l'autoroute qui vient du Sud-Ouest.
De La Rochelle, par exemple.
Une voiture puissante se dégage le chemin
à coups de phares bleus à 150 Km/h.
Sans doute un ministre,
de retour de sa fac d'été, qui aura, enfin,
compris l'urgence de la situation...

AGENDA MILITANT

→ 12-14 septembre
La Courneuve [Fête de l'Humanité](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Démocratie, pouvoir...**
[Paris 1944 : l'insurrection libératrice](#),
R. Martelli, L. Martins Viana
[À propos d'organisation : peuple, projet,
conflictualité](#), Chr. Vermeulin, P. Zarka
[Construire une alternative](#), M. Lacreuse,
collectif Éducation populaire et
transformation sociale

→ **Monde**
[Palestine, fragiles espoirs?](#)

→ **Nouvelle Force politique**
[Assemblée nationale
du Front de gauche](#), contributions

La gauche institutionnelle est morte ? Vive la gauche qui transforme !

Le pouvoir "socialiste" n'est (presque) plus honteux de mener une politique de droite. Désormais, il l'assume, même si de temps en temps François Hollande fait encore semblant d'être social-démocrate.

Cet été, le soutien inconditionnel à Israël et l'alliance avec le MEDEF auront signifié que la mue du gouvernement et du Parti socialiste - qui tout de même n'a rien d'inattendu ! - est en passe d'achever la gauche institutionnelle. Cette mue va avec une régression antidémocratique, qu'il s'agisse de la volonté d'imposer un énième budget d'austérité, de passer en force pour développer le travail du dimanche ou de changer la date des élections selon le bon vouloir de quelques-uns. S'y ajoutent maintenant - excusez du peu - la désignation-suspicion des chômeurs, la mise en cause de la loi Duflot sur les loyers et celle des seuils de représentations des salariés dans les entreprises.

Voilà donc que nous sommes plus nombreux à nous poser la question de dire stop, de dire non, de construire un autre projet pour ouvrir un autre horizon, d'élaborer une alternative. Chacun sent plus ou moins confusément que nous sommes au bout d'un système politique et institutionnel qui ne répond plus aux exigences d'une démocratie vivante : c'est à ce niveau là qu'il s'agit de situer les enjeux.

La suite n'est pas écrite. Nous verrons si lors du vote de confiance du 16 septembre les frondeurs vont au bout de leurs convictions, ou s'ils restent au milieu du gué, à l'image des attermoissements de Christiane Taubira, ministre courageuse et que souvent nous aimons bien, mais dont les déclarations fantastiques tranchent aujourd'hui avec le maintien au gouvernement.

Nous verrons si les composantes initiatrices du Front de gauche, EELV, les socialistes atterrés, consternés ou en colère, se décident à sortir de leurs prés carrés respectifs, mettant de côté - un peu, beaucoup, avec passion... - leurs étiquettes et intérêts de boutiques. Beaucoup d'autres qui ne sont pas organisés mais qui ne supportent plus la faillite idéologique en cours pourraient retrouver le goût de l'action.

Nous verrons surtout si l'ambiance maussade de la rentrée, la dépression - dont la droite et l'extrême-droite font leur miel - cèdent le pas à l'esprit de résistance et d'alternative. Peut-on désormais imaginer une rupture avec l'impasse mortifère des politiques libérales sans que des conditions extraordinaires soient créées par un mouvement des citoyens ? Cela ne dépend-il pas, pour partie, de chacun d'entre nous ?

● **Cerises**

L'année où le PCF aurait pu changer d'histoire

Après le scrutin des européennes de 1984, un débat contradictoire s'esquisse au sein de la Direction nationale du PCF. Mais la possibilité d'une refondation du parti est tuée dans l'œuf. L'historien Roger Martelli publie *L'occasion manquée Été 1984 quand le PCF se referme*, qui montre à la fois l'ampleur et les limites de l'affrontement interne, et en tire quelques constats en vue des novations nécessaires aujourd'hui.

Que s'est-il passé au sein de la direction du PCF en 1984 ?



En juin 1984, les secondes élections européennes sont cuisantes pour le PCF. Avec un peu plus de 11 % des exprimés, il perd 9 points sur les eu-

ropéennes précédentes et 5 points sur les législatives de 1981. La série électorale de 1981 avait constitué un premier traumatisme pour les militants communistes, qui s'étaient habitués à être en tête de la gauche entre 1945 et 1978. Les élections de 1984 sont encore plus déconcertantes. Que le PCF soit en polémique violente avec le PS (1977-1981) ou qu'il soit en alliance avec lui (1981-1984), qu'il soit au gouvernement (il a quatre ministres entre 1981 et 1984) ou dans l'opposition, il recule de la même façon.

Le PCF aurait donc pu interpréter le scrutin européen comme l'indice qu'il était arrivé au bout d'une longue phase historique, que le temps était venu

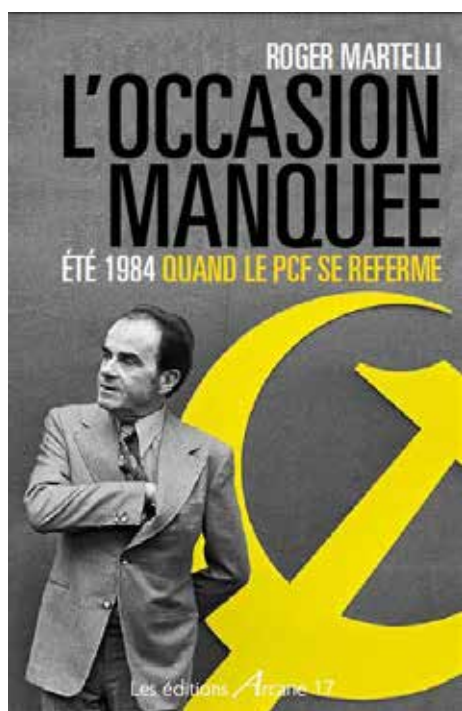
d'adaptations radicales et non plus d'aménagements partiels, ou d'oscillations permanentes entre l'affirmation identitaire frileuse et l'union avec le Parti socialiste. Certains le suggèrent alors au

Le PCF aurait pu interpréter le scrutin de 1984 comme l'indice qu'il était arrivé au bout d'une longue phase historique, que le temps était venu d'adaptations radicales et non plus d'aménagements partiels, ou d'oscillations permanentes entre l'affirmation identitaire frileuse et l'union avec le PS

sein même de la direction. Pierre Juquin, qui est officiellement le porte-parole du PC, parle de "rénovation". Lucien Sève

emploie le premier, dès juin 1984, le mot de "refondation". Aucun n'est écouté. La direction, Georges Marchais en tête, considère que le recul du PCF est conjoncturel, qu'il est lié à la participation gouvernementale et au discrédit du socialisme mitterrandien. Pas question de changer de cap, tout appel à des redéfinitions globales est jugé comme liquidateur, ou pire, comme l'effet des pressions de l'Élysée sur le parti. Ceux qui évoquent l'impératif du sursaut se voient bien vite accusés de "complot" et "d'activité fractionnelle", crimes impardonnables dans la culture communiste du XX^e siècle.

Le débat attendu n'a pas eu lieu. Une partie des voix critiques est marginalisée, jusqu'à quitter les rangs de l'organisation. D'autres se taisent, font le dos rond, en attendant des jours meilleurs. Ils alimenteront les vagues ultérieures de critiques qui se succéderont en continu dans la seconde moitié des années 1980 : après les "rénovateurs" (1984), les "reconstructeurs" (1987), puis les "refondateurs" (1989). Ces derniers seront les seuls qui se maintiendront, dans le parti et ●●●



Éd. Arcane 17
124 p. - 12 €

●●● même dans sa direction, pendant une vingtaine d'années.

Quelle est l'originalité de cette crise dans l'histoire du PCF ?

Il y a certes eu d'autres crises au sein du PCF. Mais, depuis le début des années trente, aucune n'avait eu cette ampleur et cette profondeur. Jusqu'alors, les troubles affectaient les périphéries de l'organisation, et notamment les milieux intellectuels. Or, en 1984, c'est le cœur de l'appareil qui est touché, le Comité central, le Bureau politique, le corps des permanents. Tout se passe comme si une digue s'était rompue, emportant la belle homogénéité dont le parti s'enorgueillissait depuis longtemps. En fait, l'année 1981 avait marqué la première désagrégation sérieuse de l'électorat communiste ; l'année 1984 entame celle du parti lui-même. Jusqu'à cette date, les militants s'en vont, la plupart du temps en silence ; désormais le mécontentement aura des voix, qui s'exprimeront, de façon continue, dans toutes les directions.

L'opposition interne ne semble jamais avoir été aussi forte que cette année là. Pourquoi n'a-t-elle pas réussi à se fédérer et à l'emporter, ni dans les années 80 ni par la suite ?

Il est difficile de mesurer l'ampleur du

courant critique à l'intérieur du PCF, au milieu de l'année 1984. Ce que l'on peut dire est que le discours hétérodoxe, au Comité central des 25 et 26 juin, était si grand que, pour la première fois, le rapport présenté par Claude Poperen au nom du Bureau politique n'a pas été soumis au vote de l'organisme dirigeant. Une majorité l'aurait-elle repoussé ? Rien n'est moins sûr. Mais le nombre des dirigeants critiques était conséquent. Si tous s'étaient exprimés ouvertement et si tous avaient maintenu leur affirmation du nécessaire renouveau, l'histoire du PCF se serait peut-être écrite autrement.

Le problème est que cela ne s'est pas produit en 1984. Une poignée de responsables, qui ont fini par être désignés comme des "rénovateurs" (leur figure de proue est Pierre Juquin), a persisté dans son discours critique de juin. Mais

En 1984, c'est le cœur de l'appareil qui est touché par la critique, le Comité central, le Bureau politique, le corps des permanents. Tout se passe comme si une digue s'était rompue, emportant la belle homogénéité dont le parti s'enorgueillissait depuis longtemps.

ils ont été très vite marginalisés et ont fini, peu à peu, comme toutes les dissidences précédentes, par renoncer et ont quitté très vite les rangs du PCF. Les autres, Charles Fiterman en tête (en juin 1984, il est encore ministre d'État dans le gouvernement socialiste de Pierre

Mauroy), ont considéré que le moment n'était pas venu et que la bataille était perdue d'avance. Ils ont donc plus ou moins décidé de rentrer dans le rang, en attendant une occasion supposée plus favorable. Je sais de quoi je parle : j'ai fait partie de ceux-là.

La culture communiste "stalinisée" par les années 1930-1940 le voulait ainsi : toute novation qui n'est pas décidée par le "haut" est vouée à l'échec. Mais, *a contrario*, toute mutation décidée par le sommet s'est avérée timide, partielle et, au final, conduit elle aussi à l'échec. Je comprends pourquoi nous avons été prudents en 1984, mais j'ai aujourd'hui la conviction que nous avons eu tort de "replier les gaules" en 1984. Nous aurions pu, dès cette époque, faire tous ensemble ce que les "refondateurs" ont fait plus tard : imposer une voix critique à l'intérieur. Quand nous nous y sommes résolus, en 1989, la force critique s'était étiolée, en même temps que l'organisation communiste elle-même. Les "rénovateurs" et les "reconstructeurs" n'étaient plus là ; notre capacité de pression était donc dès le départ bien limitée. Les dissidences se succèdent mais ne s'additionnent pas : quand une vague nouvelle se déploie, la précédente a disparu.

Au fond, la direction d'alors avait bien réussi son coup. Mais c'était une victoire à la Pyrrhus. Le PCF ne s'est ni "rénové", ni "refondé", ni "métamorphosé". Résultat : il a vu le train de la société passer devant lui. Il s'est donc affaibli. Le problème est que personne n'a pris sa place.

Le PCF a manqué plusieurs occasions (en 1956 face à la déstalinisation, en 1978 avec l'abandon de l'eurocommunisme, en 1984...). Ne peut-on en définitive considérer que sa refondation était vouée à l'échec ?

Si l'on s'en tient au constat, la conclusion est claire : aucune contestation interne à un parti communiste n'est parvenue au terme de son projet. Au mieux, elle a été tolérée, partiellement récupérée, ●●●

●●● mais jamais écoutée. On a pris des bouts de sa proposition, jamais la cohérence fondatrice elle-même. Il suffit de penser à la tentative de Robert Hue. Le secrétaire national, avec la "mutation", a repris une partie du discours fondateur, mais sans oser aller au bout de la redéfinition d'un parti "post-bolchevique". Ajoutons que la mutation de l'époque a refusé le "pôle de radicalité" demandé par les fondateurs. La mutation s'est accolée à la "gauche plurielle" : l'échec de la seconde a précipité celui de la première.

En déduira-t-on que l'échec de toute refondation est inscrite dans les "gènes" du communisme politique ? Je ne le crois pas. Il n'était pas écrit d'avance que le PCF se figerait et se marginaliserait ; pas plus qu'il n'était écrit d'avance, au début des années trente, qu'il réussirait le tournant du Front populaire et qu'il deviendrait le premier parti de gauche pour quelques décennies. La société et la vie politiques dessinent des champs de possible, mais c'est l'initiative consciente des individus et des groupes qui décide si une potentialité prend corps ou s'évanouit.

Mais si tant d'occasions de renouvellement ont été manquées (1956, 1976, 1984, 1995), cela dit bien quelque chose qu'il faut décrypter. Trouver une cause unique n'a bien sûr pas grand

sens. Mais j'ai fini avec le temps par me convaincre que, s'il y a un nœud de blocages, il se trouve dans une conviction que je crois profondément ancrée dans la culture communiste. Le PCF a été longtemps, entre les années 1930 et 1970, la principale expression politique

Il n'était pas écrit d'avance que le PCF se figerait et se marginaliserait. En refusant la "refondation", la direction communiste a enfermé le communisme politique dans l'impasse d'un tête-à-tête entre conservation et abandon, entre ossification et reniement du communisme.

du vieux courant "plébéien", démocratique et révolutionnaire. Il a fini par se persuader que la gauche politique française était comme inexorablement structurée par le face-à-face du parti de type

"social-démocrate" et du "parti communiste", que ce face-à-face était la seule expression possible du dilemme opposant l'adaptation-accommodement d'un côté, la rupture-dépassement de l'autre. Dès lors, la culture communiste de direction a considéré que rien n'était plus stratégique que de protéger "le Parti", le maintenir dans son intégrité, sans altérer son "identité". Cette conviction a eu deux conséquences. Les communistes ont considéré avec suspicion toutes les forces critiques qui, extérieures à la tradition communiste historique, pouvaient contester son hégémonie à la gauche du PS. Le "gauchisme", la "petite gauche", l'écologie politique, les "nouveaux mouvements sociaux" sont d'abord considérés avec suspicion, comme des menaces et non comme des alliés potentiels. Seule l'alliance-concurrence des socialistes et des communistes est tenue pour la clé de toute construction politique prospective.

Par ailleurs, toute demande d'évolution interne, dès lors qu'elle n'est pas formulée par le "sommet" du parti, est vue comme un risque de dénaturation, l'effet des manœuvres de l'adversaire de classe, si ce n'est le résultat d'un "complot". Piège terrible... En refusant la "refondation", la direction communiste a enfermé le communisme politique dans l'impasse d'un tête-à-tête entre ●●●

●●● conservation et abandon, entre ossification et renouement du communisme. On a vu ce que cela a donné en URSS : les tentatives de bouleversement interne ayant toutes échoué (jusqu'à l'ultime tentative gorbatchévienne), il ne reste plus à l'arrivée que des libéraux et des néostaliniens, Boris Eltsine d'un côté et, de l'autre, les minables putschistes d'août 1991.

Alors que le Front de gauche patine, que le PC reste dans une stratégie ambivalente par rapport au PS, quelles leçons tirer de l'expérience des années 80 pour réinventer une stratégie ?

Il n'y a pas de leçons de l'histoire, ni en bien ni en mal. On peut seulement faire un double constat aujourd'hui. Tout d'abord, ce que le PCF a perdu n'a été récupéré par aucune force alternative. Les pertes du PCF sont aussi celles de la gauche radicale dans son ensemble. Ce n'est pas une bonne nouvelle. Ajoutons que les défauts du PCF ne lui sont pas tous spécifiques, loin de là. Par exemple, l'ensemble de la gauche radicale peut être tentée par le mirage du "retour à", des "jours heureux" toujours situés dans le passé, de la répétition des mots et des pratiques d'hier. La gauche de gauche tout entière peut se laisser aller à la crainte, plus ou moins explicite, que tout désir de renou-

vement interne ne conduise au reniement des valeurs fondatrices.

Or le monde et la société ne sont plus les réalités d'avant-hier ni même d'hier.

La révolution plus que jamais nécessaire ne sera plus ce qu'elle était. (...) il faut repenser et rebâtir le mouvement large, pluriel, multifonctionnel (social, politique, culturel), qui seul peut donner à ces forces le statut d'acteurs historiques, capables de peser majoritairement sur le cours des choses.

Le capitalisme est plus que jamais le capitalisme, mais il ne fonctionne pas selon les mêmes formes qu'il y a quelques décennies. La centralité de la rupture ne peut plus passer par l'État, la puissance du "mouvement" ne suppose plus ni l'hé-

gémonie d'un groupe central (comme le fut le groupe ouvrier), ni celle d'une doctrine ou d'un courant dominant. La politique a besoin de cohérence, mais elle ne passera plus par les formes verticales et hiérarchiques héritées de l'État.

En bref, la révolution plus que jamais nécessaire ne sera plus ce qu'elle était. L'action révolutionnaire doit donc, tout à la fois, continuer des traces et construire des ruptures en son propre sein. La rupture, la refondation ne se décrètent pas, elles ne se font pas d'un coup de baguette magique. Mais elles doivent se vouloir. Il faut aujourd'hui rassembler, toujours plus et toujours mieux, toutes les traditions et les pentes critiques. Mais il faut repenser et rebâtir le mouvement large, pluriel, multifonctionnel (social, politique, culturel), qui seul peut donner à ces forces le statut d'acteurs historiques, capables de peser majoritairement sur le cours des choses. La novation, aujourd'hui, est plus que jamais le pivot des fidélités vraies.

Continuer, changer, rassembler... C'est ce que le PCF de 1984 n'a pas osé faire. C'est ce qu'il n'a pas encore fait. C'est ce que les forces critiques, et d'abord le Front de gauche, doivent s'atteler à réussir.

● Entretien réalisé par *Cerises*

Plein emploi ?

François Rebsamen a réussi le tour de force de secouer la CFDT avec sa déclaration sur le contrôle des chômeurs. Voilà Laurent Bergé atterré par les propos du ministre du Travail...

La rengaine, on la connaît, sur un air composé par Pierre Gattaz et ses prédécesseurs au Medef, il s'agit de s'en prendre aux chômeurs qui, décidément, ne font rien pour retrouver du travail, alors que 350 000 offres d'emploi enregistrées à Pôle Emploi ne sont pas pourvues.

Dans ce monde en crise, il y a encore des travailleurs exigeants qui ne rentrent pas à tout prix dans les petites cases formatées pour eux par les employeurs. L'assurance chômage rend possible encore de ne pas être sommé d'accepter la première proposition d'emploi venue.

Mais ce que le ministre du Travail oublie de dire, c'est que moins de la moitié des demandeurs d'emploi sont indemnisés, 2,6 millions contre 2,7 millions non indemnisés. Et si on compte celles et ceux qui ne sont pas inscrits à Pôle Emploi et qui pourraient l'être... Plutôt que de faire la chasse aux prétendus mauvais chômeurs, l'urgence, c'est de permettre à chaque travailleur de bénéficier de l'assurance chômage et ainsi de renforcer le principe de déconnexion du salaire de la situation d'emploi, salaire financé par la cotisation sociale.

Nous pouvons nous inspirer du combat des intermittents du spectacle. En défendant leur régime d'indemnisation qui permet de garantir des revenus stables à des salariés confrontés à l'emploi instable, ils ne luttent pas seulement pour eux. La volonté de les isoler dans leur lutte est à la mesure des potentialités pour l'ensemble de la société que recèlent leurs droits sans cesse remis en cause par le Medef.

Le rapport 2013 de l'Unedic montre combien la frontière entre emploi et chômage devient de plus en plus floue. Nombre de demandeurs d'emploi indemnisés cumulent allocations et travail à temps partiel et/ou précaire. Est-ce qu'on laisse le patronat se saisir de cette évolution pour développer précarité et flexibilité, où est-ce qu'on enfonce le clou pour exiger que quelle que soit leur situation vis-à-vis de l'emploi, les travailleurs ont droit à un salaire lié à leur qualification?

L'heure est au débat sur l'alternative... au système capitaliste du marché du travail

Plein emploi ou salaire à vie? Lors d'une séance du séminaire Communisme, en juin dernier, la discussion a porté sur ces questions. Le débat a été amorcé à l'université d'été d'Ensemble ! à Pau dans l'atelier "Abolition ou dépassement du salariat". Poursuivons le, à Ensemble!, au sein du Front de

gauche, dans la société.

L'heure est au débat sur l'alternative... au système capitaliste du marché du travail et pas seulement à la stratégie de rassemblement et aux petites phrases de nos camarades frondeurs. Soit nous subissons la petite musique des forces capitalistes, leur grille de lecture de la société et leur imaginaire libéral, soit nous commençons à donner à voir une vision cohérente d'une société post-capitaliste et nous inscrivons chacune de nos luttes dans cette visée. Sans cet effort que nous avons commencé à engager dans la campagne des présidentielles, les mobilisations risquent de manquer de souffle et de convergences.

● Sylvie Larue



Susciter un mouvement populaire inédit



**Intervention
de Clémentine Autain
à l'université d'été
d'Ensemble !
Pau, 25-28 août 2014**

Cette rentrée est assez stupéfiante. Je ne vais pas vous refaire le film, qui ressemble plutôt à un mauvais théâtre de boulevard, mais l'essentiel est là : François Hollande et Manuel Valls ont choisi de trancher, d'aller « *plus fort, plus vite* », de renforcer une politique libérale qui tourne le dos aux valeurs de la gauche. Et pendant ce temps là, le chômage a augmenté de 0,8 % en juillet et la bourse a clôturé en hausse le jour du remaniement.

Que le Premier Ministre choisisse l'université d'été du Medef pour sa première sortie après son coup de force est significatif. Et qu'il s'y fasse ovationner, notamment en critiquant une partie de sa propre organisation politique, les "fronts" du PS, l'est tout autant.

Aussi sidérante soit-elle, cette séquence politique vient de loin. François Hollande a préparé depuis longtemps la mue démocrate du PS. Même les mots employés aujourd'hui au sommet de l'État ne sont plus ceux de la gauche. La "compétitivité" est leur horizon, la soumission aux marchés financiers leur quotidien. Que le candidat Hollande ait revendiqué la normalité dans sa campagne électorale

avait mis la puce à l'oreille. Le gouvernement et la majorité du PS se moulent désormais dans les normes dominantes. Passée inaperçue cet été, une phrase du ministre Michel Sapin au détour d'une interview au *Monde* vantant les mérites de l'austérité et les cadeaux aux grandes entreprises résume l'état d'esprit.

La nomination d'Emmanuel Macron constitue la plus magistrale des provocations. L'homme, un technocrate s'il en est, ne fut pas guichetier à la banque Rothschild mais un « *Mozart de la finance* », comme l'indique son surnom. À peine nommé, Emmanuel Macron déclare : « *Une autre politique est un mirage* », plagiat s'il en est du « *There is no alternative* » de Margaret Thatcher. Il se dit prêt à ce que les entreprises dérogent aux 35 h et annonce tout simplement que la gauche historique est morte !

On peut avoir un débat sur ce qu'est la gauche historique, sur la part de ce que nous devons en garder et de ce que nous devons inventer, mais une chose est sûre, c'est que la gauche de demain ne se fera pas avec le Medef. Manuel Valls prévenait il y a peu : « *La gauche peut mourir.* » Il en sait quelque chose, c'est lui qui tient le fusil.

Dans le même temps s'impose progressivement l'idée qu'il faut inventer une alternative de gauche aux crises que nous traversons. Autrement dit, cette politique de droite menée au nom de la gauche ne s'impose pas sans réactions politiques. Cécile Duflot valide dans son livre qui fait événement les critiques portées par le Front de gauche depuis le début. Des deux premières années Hollande, elle dénonce la capitulation devant Merkel, l'austérité, la "TVA sociale", le déficit démocratique, la stigmatisation des Roms... Arnaud Montebourg et Benoît Hamon ont mis en cause le cap économique. Aurélie Filipetti a jeté l'éponge parce que, dit-elle, elle ne veut plus s'excuser d'être de gauche. Même François Lamy, proche de Martine Aubry, n'a pas voulu rejoindre le gouvernement de Valls. Surtout, le décrochage des Français est magistral. La cote de popularité de François Hollande atteint péniblement 17 % et Manuel Valls a perdu 20 points en trois ans. C'est la déroute.

Face à ce désastre, les forces et les individus qui savent que la gauche ne gouverne pas et qu'une alternative s'impose sont légion. Leur éclatement est mortifère. Notre tâche est donc de contribuer à l'émergence d'une nouvelle ●●●

●●● force politique de transformation sociale et écologique.

Une tribune parue dans *Libération* titrait : "L'avenir de la gauche se joue maintenant et avant tout au PS". Nous pensons aussi que cela se joue maintenant mais avant tout en dehors du PS.

De notre capacité à apparaître comme une alternative à la politique gouvernementale, et donc au PS dans sa majorité actuelle, dépend notre lisibilité et notre attractivité, et donc notre utilité dans la durée. C'est à distance du PS qu'une force nouvelle peut émerger - ce qui ne signifie évidemment pas à distance des socialistes en rupture. Qu'on le veuille ou non, nous sommes aujourd'hui largement associés à "la gauche", et "la gauche" gouverne. Dans ce moment de grandes interrogations chez les uns et les autres, il n'est pas question d'établir un cordon sanitaire avec l'ensemble du PS ou avec EELV qui peine à clarifier son positionnement. Et ce d'autant que l'autonomie vis-à-vis du PS ne fait pas tout, sinon l'extrême-gauche serait à 20 % depuis belle lurette. Mais notre responsabilité est de contribuer à l'affirmation d'un espace politique distinct, perçu comme différent des majorités gouvernementale et parlementaire actuelles. Sinon, nous sombrerons avec ceux qui coulent aujourd'hui la gauche.

Cette force nouvelle à vocation majoritaire ne naîtra pas de la diplomatie entre courants politiques constitués mais d'un mouvement dans la société.

Notre responsabilité, c'est de contribuer à envoyer un signal, de bâtir des initiatives et des cadres à même de favoriser cette effervescence et cette construction politique nouvelle. Notre

responsabilité, c'est de redonner envie et goût à la politique.

Nous ferons avec les acteurs et actrices du mouvement social, avec celles et ceux du monde intellectuel et culturel critique, ou nous ne ferons pas.

Nous ferons dans le respect de la diversité des cultures et des traditions qui composent cette gauche de rupture, tout en dégagant une cohérence commune, ou nous ne ferons pas.

Il y a urgence à entamer ce travail.

**Ce que nous avons
à reconstruire,
c'est un imaginaire
et une espérance.
Il nous faut assumer
cette tension
entre l'urgence
et le temps
plus long
de la refondation.**

Nous pourrions, avec toutes celles et ceux qui, à gauche, sont opposés à la politique gouvernementale, initier des assises de la transformation sociale et écologique. Les discussions doivent s'engager partout et sous des formes variées. À nous de proposer la constitution d'un cadre de débat et d'action. Nous verrons sans doute l'épaisseur de nos convergences mais aussi les enjeux de fond qui, parfois, divisent. Je pense, par exemple, à l'approche néokeynésienne

portée par une partie de la gauche du PS qui ne nous paraît pas à la hauteur du changement de modèle de développement nécessaire aujourd'hui.

Le Front de gauche a une responsabilité particulière dans ce moment de crise et de recomposition politique. C'est la seule force qui a commencé à incarner une orientation alternative. Avec 11 % à la présidentielle, ce qui est remarquable, et même 6 % aux européennes, le Front de gauche a commencé à cristalliser un espace politique, ce qui lui donne une responsabilité particulière.

Le Front de gauche est en panne mais il constitue un point d'appui. Il lui faut donc affronter trois défis : la stratégie, le profil politique, le fonctionnement. Le rendez-vous du 6 septembre est de ce point de vue attendu. Nous souhaitons que le Front de gauche soit capable d'être en dynamique à nouveau pour peser sur la recomposition en cours, pour œuvrer uni à un rassemblement plus large, pour susciter une mobilisation populaire inédite.

Nous pensons que la relance du cadre qui a donné naissance à la manifestation du 12 avril est une nécessité urgente.

Il y a urgence mais il n'y aura pas de raccourci. Ce que nous avons à reconstruire, c'est un imaginaire et une espérance. Il nous faut assumer cette tension entre l'urgence et le temps plus long de la refondation. Nous savons toutes et tous que l'extrême-droite est en embuscade. Nous sommes au pied du mur. Nous devons réussir.

Ensemble ! mettra toutes ses forces dans la construction d'une réponse durable aux crises que nous traversons.



La part des femmes (2) : nos contemporaines

De g. à dr. : Shu Ting, Ming Di, Wang Xiaoni, Nazik al-Malaïka, Fadwa Touqan, Gertrude Stein, Sylvia Plath, Marianne Moore, Denise Levertov, Adrienne Rich, Sonia Sanchez, Hélène Cixous, Sophie Loiseau, Valérie Rouzeau, Vénus Khoury Ghata, Marie-Claire Bancquart.

On connaît la prophétie de Rimbaud : « *Quand sera brisé l'infini servage de la femme, quand elle vivra par elle et pour elle, l'homme, - jusqu'ici abominable, - lui ayant donné son envol, elle sera poète, elle aussi ! La femme trouvera de l'inconnu ! Ses mondes d'idées différeront-ils des nôtres ? Elle trouvera des choses étranges, insondables, repoussantes, délicieuses ; nous les prendrons, nous les comprendrons.* » (Deuxième lettre, dite du voyant, adressée à P. Demeny, le 15 mai 1871.)

Vivons-nous ce moment ? Il est en tout cas certain que la prise de parole des femmes en poésie est un des faits marquants du XX^e siècle. Et cela a sans doute bien à voir avec le mouvement d'émancipation des femmes qui a marqué le siècle.

Jusqu'à-là, en France en particulier comme en d'autres pays latins, elles furent peu nombreuses. De Louise Labé à Marceline Desbordes Valmore, le nombre de celles qui furent reconnues par la petite République des Lettres est bien réduit. Et même à l'époque contemporaine, quand elles ont commencé d'écrire et de publier en nombre, elles ont tout d'abord été plutôt romancières.

Peut-être parce que le roman paraissait la voie royale de la reconnaissance littéraire. Peut-être aussi pour cette raison paradoxale que la poésie est un genre qui suppose non seulement d'être assez peu préoccupé d'efficacité immédiate, mais aussi, comme le disait Eluard, parce qu'il exige une certaine dose d'oisiveté.

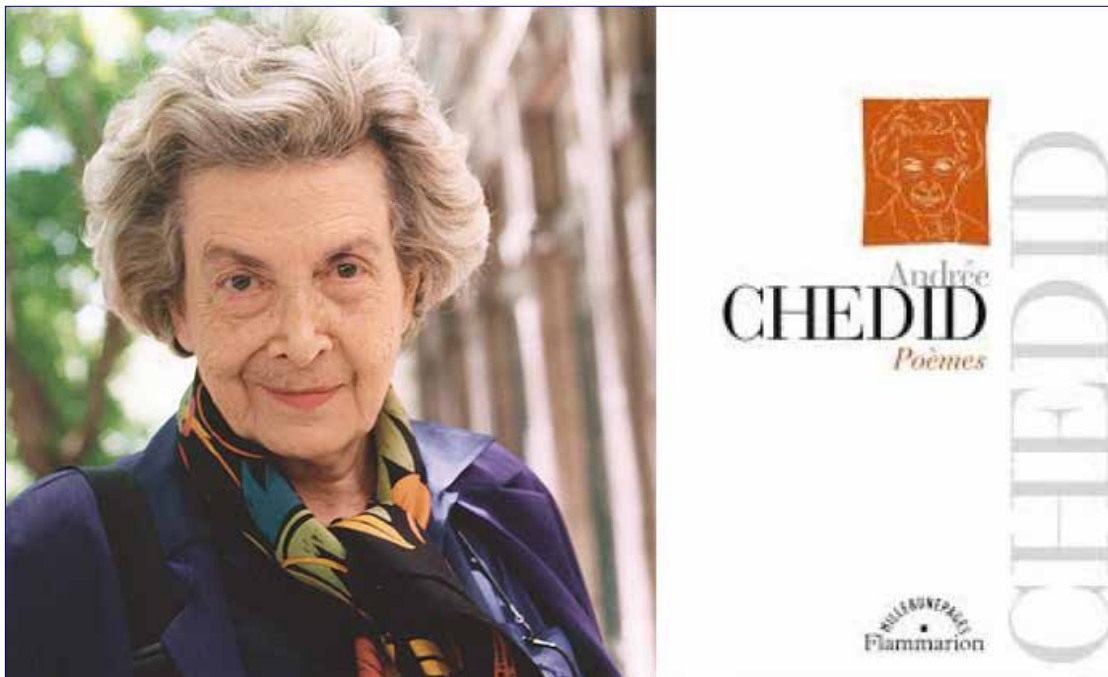
Toujours est-il qu'aujourd'hui, le nombre de femmes poètes est un fait remarquable. J'ai utilisé l'appellation, très contrôlée, de "femme poète" car le terme "poétesse", qui me viendrait plus naturellement sous la plume, a aujourd'hui plutôt mauvaise presse parmi elles, en tout cas ici, en France. Beaucoup y voient une appellation qu'elles jugent péjorative. (Pourtant le mot "diabliesse", par exemple, n'est pas plus péjoratif que le mot "diable"... ou "enchanteresse" qu' "enchanteur".) Je ne veux pas me lancer dans une polémique sur le sujet, mais cette réserve m'intrigue. J'y vois bien sûr la volonté d'être traitées à l'égal des poètes hommes, dont on ne spécifie pas le sexe. Mais cela me semble relever d'une hésitation à s'affirmer vraiment en tant que femme dans son écriture ou dans l'idée qu'on s'en fait. Peut-être parce que certaines d'entre elles partagent avec beaucoup de leurs

collègues masculins cette idée que la poésie serait d'abord une affaire de mots (de "texte", comme on disait dans les années soixante-dix), où le sexe aurait peu de part. Alors que l'on peut considérer au contraire que la poésie est d'abord une parole incarnée, où le corps et le sexe ont leur part. (Plus ou moins visible, mais leur part.)

(J'entends certaines amies me dire qu'il n'y a pas de "poésie féminine"... Et je les écoute. Pour ce qui me concerne, je ne serais pas choqué qu'on me fasse remarquer combien les poèmes d'amour que j'écris relèvent d'une sensibilité passablement masculine. Car c'est sans doute le cas.) Cette affaire de mots est évidemment secondaire, mais elle traduit peut-être l'état de la question féminine aujourd'hui en France et correspond à une certaine réticence, si répandue actuellement, à se proclamer "féministe".

La situation est différente ailleurs. Le phénomène de l'émergence poétique des femmes étant un phénomène mondial.

Il faudrait parler de la poésie russe ou chinoise. En Chine, les femmes, depuis l'Antiquité, furent plus présentes en ●●●



●●● poésie que chez nous. (On compte quelques 1 300 femmes dans l'histoire des lettres chinoises.) Mais longtemps, elles ne pouvaient être que princesses ou courtisanes et leurs poèmes qui parlaient beaucoup d'amour (à la différence de ceux des hommes) le faisaient souvent sur le mode de la déploration exprimée par une femme répudiée ou abandonnée par son mari, parti se battre aux frontières contre les guerriers mongols ou tibétains. Quoi qu'on en dise maintenant, la Révolution chinoise a libéré les femmes. Et pas seulement (ce qui est déjà beaucoup) des "pieds bandés". Elles sont nombreuses dans la poésie chinoise d'aujourd'hui et elles abordent des thèmes et des formes tout à fait nouveaux. Je pourrais citer, par exemple, Bai Hong, Shu Ting, Ming Di, Wang Xiaoni ou Lü Yue...

Plus notable encore, peut-être, la floraison de la poésie des femmes arabes. Après des "classiques" modernes, comme l'Irakienne Nazik al-Malaïka ou la Palestinienne Fadwa Touqan, c'est à une véritable explosion que nous assistons dans tout le monde arabe, avec des poèmes, de forme traditionnelle ou en vers libre, qui se signalent par leur liberté de ton, leur revendication de dignité.

En Amérique du Nord, le phénomène est aussi évident. Aux États-Unis,

la poésie compte nombre de *female poets*, comme ils disent, de premier plan. Depuis Gertrude Stein, Sylvia Plath, Marianne Moore, Denise Levertov, jusqu'à Adrienne Rich ou Sonia Sanchez. Ce qui frappe dans cette poésie féminine des USA, c'est son caractère volontiers radical dans ses affirmations et ses revendications. Beaucoup de poèmes dénoncent la violence faite aux femmes, la violence des hommes, mais plus généralement la violence de la société américaine, le racisme et la guerre. Et l'amour, comme chez les hommes, est traité de manière souvent directe, voire crue.

En France, la situation est assez différente... Il serait de ma part présomptueux de prétendre dresser un tableau de la poésie des femmes et de ces choses « *étranges, insondables, repoussantes, délicieuses* », que Rimbaud nous annonçait et qu'elles sont censées nous dire. Je ne dispose pas du recul nécessaire. En tout cas, pas encore...

Disons simplement que leur parole, d'une façon générale, ne paraît pas s'affirmer en opposition aux hommes en tant que tels. (Ce qui est aussi un trait du féminisme français.) Même chez celles qui sont jugées les plus féministes. Je pense par exemple à Hélène Cixous qui, parlant d'un père, écrit : « *Il y a un père*

maternel - Sa tendre force est d'un ange, je crois ou d'un homme de ce genre, d'une bonne et transparente féminité. Inconditionnel, c'est éclatant ; la paix même, sans faiblesse, sans avarice. Non l'ange ordinaire, étincelle d'un feu plus grand, mais l'angendeur. »

Le corps est souvent présent dans les poèmes des femmes (peut-être plus que chez les hommes). Notamment chez les plus jeunes, comme chez Sophie Loiseau ou Valérie Rouzeau. Les rapports familiaux aussi, par exemple le rapport au père ou à la mère. L'amour aussi bien sûr. Car leur poésie, comme toute poésie, nous parle de l'histoire subjective des individus. Mais, souvent, elles nous disent aussi que le bonheur individuel passe par le bonheur commun. Et leur propos, tout en étant féminin, est universel. Cela était déjà clair chez les aînées, comme Vénus Khoury Ghata, Marie-Claire Bancquart ou Andrée Chédid aujourd'hui disparue qui, s'adressant à la jeunesse écrivait :

« *Ne laisse pas découdre tes songes
Ni réduire ton regard
Jeunesse entends-moi
Tu ne rêves pas en vain.* »

● Francis Combes



De la nécessité de l'espoir

*Ici, sur les pentes des collines, face au couchant
Et à la béance du temps,
Près des vergers à l'ombre coupée,
Tels les prisonniers,
Tels les chômeurs,
Nous cultivons l'espoir*



Extrait du poème *État de siège* de Mahmoud Darwich (1941-2008) publié en 2004 (traduction Elias Sanbar, Actes Sud) toujours d'actualité. Ernest Pignon-Ernest avait fixé l'image du poète, symbole de la Palestine, sur les murs de Ramallah en 2009.



Un 2^e rendez-vous festif et politique avec Ensemble ! Après le franc succès de la première université d'été du mouvement (voir la vidéo sur <https://www.ensemble-fdg.org/content/succs-de-luniversit-dt-den-semble>), le stand d'Ensemble vous attend à la fête de l'*Huma*. Côté débats :

la révolution syrienne, les Roms, la question climatique, l'art et la transformation sociale. Bernard Calabuig et Roger Martelli dédicaceront leurs nouveaux livres, autour d'itinéraires communistes et du PCF. Côté musique, 5 concerts et un DJ set. Et côté bouche, une cave à vins et une assiette paysanne confectionnée avec les produits de petits éleveurs et cultivateurs de Saône et Loire. Le programme est dans la rubrique "Initiatives" du site www.comunistesunitaires.net.



● **Pour la gratuité.** *Altercommunisme* n°8 vient de paraître. Y sont réunies les introductions de Paul Ariès et Bernard Calabuig et les interventions des participants à cette séance du séminaire Communisme. Ancrée dans le concret des expériences menées ici et là, dans divers secteurs et à des échelles différentes, la discussion a permis de poser des questions de fond : la gratuité comme facteur de partage et de pouvoir, d'émancipation, amorce d'alternative. Prochain cahier à paraître en septembre : la place de l'écologie dans le combat pour l'émancipation. À télécharger dans la rubrique "Communisme" du site www.comunistesunitaires.net.

Cerises

publication de l'Association des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

